



Le FIDA en TUNISIE



**Nombre total de projets
et programmes: 9**

Prêt total: 114 717 millions de dollars

Bénéficiaires: 75 610 ménages ruraux



1 Projet de développement agricole intégré dans le gouvernorat de Zaghouan

2 Programme de développement agropastoral et de promotion des initiatives locales pour le sud-est

Depuis 1980, le FIDA a financé 9 projets en Tunisie, pour un montant total de 114,7 millions de dollars. Deux projets sont actuellement en cours: le Programme de développement agropastoral et de promotion des initiatives locales pour le sud-est et le projet de développement agricole intégré dans le gouvernorat de Zaghouan.

Toutes les interventions du FIDA portent sur des activités de développement rural intégré, visant principalement à améliorer les systèmes de production animale et végétale, la conservation et la mise en valeur des ressources naturelles (conservation des eaux et des sols, amélioration des parcours et des forêts et irrigation), ainsi que le crédit agricole et les infrastructures sociales, (particulièrement les pistes rurales et l'eau potable). Le FIDA finance également des activités visant à diversifier et relever les revenus des petits exploitants et des ruraux sans terre.

On peut distinguer trois générations de projets financés par le FIDA en Tunisie. Les projets de première génération (1981-1985) visaient les petites et moyennes exploitations et le développement des activités productives: culture de céréales, irrigation, élevage, arboriculture et amélioration pastorale. Ces activités, couplées à une vulgarisation agricole, la mise en place de lignes de crédit et d'importants investissements dans les infrastructures, ont permis une nette amélioration des revenus. Les projets de deuxième génération (1988-1998) étaient situés dans des zones plus difficiles, au relief tourmenté et aux sols dégradés. Les investissements ont été orientés principalement vers la préservation des ressources naturelles et les revenus ont été inférieurs à ce que l'on espérait. Depuis 2002, une nouvelle génération de projets a vu le jour. Bien que l'accent reste essentiellement sur les mêmes composantes que les projets de la deuxième génération, et dans des proportions semblables, l'approche participative, fondée sur la responsabilité des communautés dans la gestion des projets et la prise de décision, est à la base de leur fonctionnement.

stratégie du FIDA en Tunisie

Le Document sur les opportunités stratégiques de pays (COSOP) de 1998 propose quatre axes stratégiques:

- la mise en place d'approches participatives selon lesquelles les bénéficiaires déterminent leurs priorités de développement parmi un menu d'activités dérivant des priorités stratégiques du FIDA
- l'établissement d'un équilibre hommes-femmes
- la création et le renforcement de services financiers ruraux
- la gestion durable des ressources naturelles

D'une façon générale, ces orientations sont conformes aux grandes lignes des politiques du FIDA et aux stratégies de la région Proche-Orient et Afrique du Nord du FIDA. Elles répondent également aux priorités du gouvernement, inscrites dans les plans nationaux de développement.

Deux options stratégiques fondatrices caractérisent l'ensemble du programme, depuis ses débuts. La première option concerne le choix des zones d'intervention et des populations les plus défavorisées, en accord avec la politique nationale visant à atténuer les disparités régionales et l'exode rural. Tous les projets sont localisés sur un axe centre-sud, correspondant aux régions les plus déshéritées du pays, au sein desquelles les activités sont concentrées sur les zones les plus marginales, où vit une majorité de petits et moyens exploitants. La deuxième option concerne la concentration sur le secteur agricole et l'inscription des projets dans le droit fil des politiques et de la planification sectorielle du développement agricole.

À la suite de l'évaluation du programme de 2002, Le FIDA a ajusté son programme pays de façon à suivre les recommandations formulées par les évaluateurs. Pour l'essentiel, il s'agit:

- de mobiliser tout le potentiel du secteur agricole, y compris dans les secteurs du traitement et de la commercialisation et créer des sources de revenus non agricoles, de façon à élever les revenus des petits exploitants
- d'associer plus étroitement les institutions locales, le secteur privé et les organisations de la société civile aux projets, pour tirer meilleur parti de leurs compétences, ressources et connaissances et faciliter l'intégration des petits exploitants à l'économie locale
- de faire preuve d'une plus grande souplesse dans la conception et la réalisation des projets pour permettre la participation des petits exploitants aux activités de planification et répondre à leurs besoins au cours du projet
- de cibler les groupes les plus vulnérables tout en fournissant un appui aux groupes plus aisés, afin d'assurer un développement intégré



L'information, un outil de décision

La participation des femmes à l'activité économique des zones rurales est l'un des objectifs des opérations du FIDA en Tunisie, mais il est sans doute parmi les plus difficiles à atteindre, car il va à l'encontre des mentalités patriarcales de ces mêmes zones. Dans le cadre du projet de développement agricole et rural intégré de Siliana, cependant, de nombreuses jeunes femmes se sont vu offrir la possibilité de suivre des formations dans des domaines de leur choix, que ce soit en agriculture, en élevage ou en artisanat. Avec l'aide du projet et de partenaires locaux, elles ont pu démarrer leur propre microentreprise, accéder au crédit bancaire et générer des revenus pour leur famille.

Arbia Tarhouni, originaire de Gabel, dans la délégation de Siliana Sud, est une de ces jeunes femmes. À la suite d'une session d'information tenue dans son village par le projet et le Comité consultatif de développement de l'imadat (CCDI), elle demanda à suivre une formation au Centre de formation professionnelle en agriculture (CFPA), en élevage cynicole. Une fois sa formation de trois mois terminée, elle passa un examen et, avec son diplôme en main, elle reçut un crédit auprès de la Banque tunisienne de solidarité (BTS) pour l'achat des lapins. Malgré des débuts difficiles qui menèrent à la perte quasi-totale de son élevage, elle est aujourd'hui entièrement autonome et son activité est source de revenus et d'emploi pour toute sa famille.

L'exemple d'Arbia illustre les possibilités qu'auraient les familles rurales si elles avaient accès à la connaissance et l'information nécessaires pour monter leurs propres activités, commercialiser leurs produits et accéder au crédit. Avec un appui adéquat des institutions locales et une bonne dose de détermination, de nombreux ménages des zones rurales pourraient bénéficier de l'expérience du projet à Siliana et diversifier leurs revenus.



stratégie nationale de réduction de la pauvreté

En 2002, le gouvernement a élaboré son X^e plan de développement 2002-2006 dont l'objectif est de consolider les fondements de la croissance et de permettre à la Tunisie de rejoindre le rang des pays développés. L'édification d'une société du savoir et la mise à profit des nouvelles technologies de l'information et de la communication pour le développement sont au cœur de la stratégie tunisienne.

Les grandes lignes du plan comprennent la création d'emploi, la réforme du système d'éducation, l'amélioration de la compétitivité des produits tunisiens sur les marchés nationaux et internationaux, le renforcement du rôle du secteur privé et la création de la société du savoir.

Dans le secteur agricole, le X^e plan prévoit:

- de mobiliser et de rationaliser l'exploitation des ressources naturelles, en particulier celle de l'eau
- de mettre à niveau le secteur agricole et d'améliorer sa compétitivité ainsi que son intégration dans l'économie mondiale
- de consolider les exportations alimentaires tout en diversifiant les produits et les marchés
- de consolider la sécurité alimentaire par la production nationale des denrées de base
- d'intensifier l'agriculture et d'assurer une meilleure adéquation des activités de recherche et de vulgarisation aux réalités de la mondialisation

Par ailleurs, en 2001, la Tunisie a présenté à la 56^e session de l'Assemblée générale des Nations Unies la proposition de créer un Fonds mondial de solidarité pour la réduction de la pauvreté. Le but de ce fonds est l'amélioration des conditions de vie et la création et la consolidation

des sources de revenus par le financement de microprojets dans les domaines de l'agriculture, l'artisanat et les petits métiers.



Projets et programmes en cours

Programme de développement agropastoral et de promotion des initiatives locales pour le sud-est

Coût total: **44,3 millions de dollars**

Prêt du FIDA: **18,7 millions de dollars**

Durée: **2003-2010**

Bénéficiaires: **11 000 ménages dans le gouvernorat de Tataouine et dans la délégation de Douz (gouvernorat de Kebili)**

Cofinancement: **Fonds de l'OPEP**

Partenaires: **Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS) et Ministère de l'Agriculture**

Le sud-est de la Tunisie, quoique déjà modestement doté en infrastructures et équipements sociaux, est l'une des régions plus pauvres de Tunisie, comme l'attestent les niveaux de revenu et de pauvreté, le taux de chômage et l'exode de main-d'oeuvre à la recherche d'un emploi et d'opportunités plus rémunératrices. De plus, la région englobe une grande partie des ressources naturelles du pays, principalement les parcours naturels, qui ont été longtemps négligés et sont aujourd'hui exposés à un grave processus de dégradation et de désertification qui touche aussi les terres cultivées.

Le programme de développement agropastoral et de promotion des initiatives locales pour le sud-est vise principalement à engager un processus de développement durable solidement pris en charge par les communautés. L'approche proposée est fondée sur le partenariat entre les acteurs locaux et la promotion des organisations rurales. Le but du programme est d'appuyer la restauration et la gestion durables des pâturages naturels, qui sont le fondement de l'économie locale, améliorer l'agriculture, et promouvoir les initiatives locales de création de revenus à petite échelle dans l'agriculture et d'autres secteurs comme l'artisanat, les services et l'écotourisme.

Il devrait permettre:

- de renforcer les structures organisationnelles et les capacités des ruraux pauvres, pour qu'ils puissent participer plus efficacement à la planification et à la mise en oeuvre des politiques de développement
- de sensibiliser l'appareil gouvernemental et administratif aux besoins exprimés par la population
- d'accroître la présence des femmes et des jeunes dans les instances décisionnelles et les organes de gestion économique
- d'augmenter la productivité des pâturages grâce à des investissements et à une discipline collective
- de remettre en état des périmètres d'irrigation existants
- d'accroître la productivité des systèmes pastoraux grâce à une meilleure commercialisation des produits, à des améliorations génétiques, au renforcement de la couverture vétérinaire et à la formation des bergers
- de relever et diversifier les revenus



Projet de développement agricole intégré dans le gouvernorat de zaghouan

Coût total: **33,6 millions de dollars**

Prêt du FIDA: **16,1 millions de dollars**

Durée: **1999-2007**

Bénéficiaires: **8 725 ménages dans 4 délégations du sud-est du gouvernorat de Zaghouan: Nadhour, Saouaf, Zaghouan et Zriba**

Partenaires: **Centre national des études agricoles, Commissariat régional au développement agricole (CRDA), Fonds arabe pour le développement économique et social (FADES) et Ministère de l'agriculture**

L'objectif général du projet de développement agricole intégré dans le gouvernorat de Zaghouan est d'atténuer la pauvreté par une gestion plus durable de la base de ressources dans la zone du projet. Les objectifs spécifiques sont:

- favoriser l'augmentation, la stabilisation et la diversification des revenus grâce à l'intensification de la production agricole, s'appuyant sur des investissements dans la conservation des sols et des eaux, l'amélioration de l'élevage et de la gestion des parcours et la petite hydraulique
- atténuer ou enrayer la dégradation des terres agricoles, des pâturages et des forêts et diminuer l'envasement des retenues en aval
- accroître l'efficacité de l'irrigation à l'échelon des exploitations agricoles
- désenclaver les villages, ce qui contribuera à améliorer les conditions de commercialisation des produits agricoles et à stimuler l'activité économique dans la zone du projet
- améliorer la condition des femmes en leur fournissant des services et l'accès au microcrédit pour des activités rémunératrices

En 2004, le projet avait atteint un certain nombre d'objectifs physiques, notamment la mise en place d'infrastructures forestières (pare-feu et pistes forestières), socio-économiques (eau potable et pistes rurales) et familiales, ainsi que la réhabilitation des périmètres irrigués. L'avancement des activités dans les autres domaines du projet restait cependant faible.

De plus, malgré un fort engagement des équipes de coordonnateurs, animatrices et animateurs, la mise en œuvre sur le terrain de la planification participative souffre d'un manque de moyens et d'effectifs et était, par conséquent, encore insuffisante.



Projets clôturés

Projet de développement agricole intégré dans le gouvernorat de siliana

Coût total: **41,6 millions de dollars**

Prêt du FIDA: **11,3 millions de dollars**

Durée: **1996-2005**

Bénéficiaires: **12 000 ménages du le gouvernorat de Siliana**

Cofinancement: **Caisse française de développement (CFD)**

Partenaires: **Fonds arabe pour le développement économique et social (FADES) et Ministère de l'agriculture**

Le projet de développement agricole intégré dans le gouvernorat de Siliana avait pour but de réduire la pauvreté des habitants de la région, considérée comme l'une des plus pauvres du pays. Il s'agissait d'améliorer la production agricole, de réduire le déficit fourrager, de freiner la dégradation de l'environnement, d'améliorer les infrastructures rurales (les pistes et le système de desserte d'eau potable) et, à long terme de réduire les effets dévastateurs des crues. Plus précisément, le projet ciblait les petits exploitants qui pratiquent une agriculture mixte de quasi-subsistance, dont les activités principales sont la culture de céréales, arbres fruitiers et légumes, et l'élevage de petits ruminants.

Les femmes, qui effectuent généralement une part importante des activités agricoles, ont pu bénéficier de plusieurs activités du projet, en particulier celles qui concernent l'agriculture irriguée, les activités d'élevage, la plantation d'arbres fruitiers et les travaux de fixation biologique du sol et de conservation d'eau.

Le projet a réalisé, en sept ans, d'importants résultats visant à limiter les effets de l'érosion et à augmenter la productivité des activités agricoles et de l'élevage. En collaboration avec les instituts de recherche nationaux, des travaux de recherche-développement ont permis de dégager des résultats intéressants dans les domaines de l'arboriculture, du semis direct et de la diversification des aliments du bétail. Enfin, les activités de formation des femmes ont donné la possibilité à de nombreuses d'entre elles de développer de nouvelles sources de revenus et de devenir un peu plus autonomes.

Projet de développement agricole intégré de kairouan

Coût total: **28,3 millions de dollars**

Prêt du FIDA: **12,5 millions de dollars**

Durée: **1995-2004**

Bénéficiaires: **12 000 ménages de la partie occidentale du gouvernorat de Kairouan**

Cofinancement: **Banque islamique de développement (BIsD) et Banque nationale agricole (BNA)**

Partenaires: **Ministère de l'agriculture et Fonds arabe pour le développement économique et social (FADES)**

L'objectif du projet de développement agricole intégré de Kairouan était de lutter contre la pauvreté par une gestion viable des ressources naturelles, ce qui devait permettre de renverser le processus de dégradation des sols.

Il s'agissait:

- d'accroître ou créer des revenus agricoles de quelques 60 000 personnes dans la région
- d'accroître le rendement de l'arboriculture fruitière
- de réduire le déficit fourrager
- développer l'adduction d'eau potable
- de construire des pistes pour rendre la zone du projet plus accessible

À long terme, les résultats du projet ont permis:

- de limiter la dégradation des pâturages et des forêts
- de réduire l'envasement des barrages construits en aval
- de réduire les effets dévastateurs des crues
- d'améliorer l'efficacité de l'irrigation

Projet de développement de l'agriculture et de la pêche dans le plateau de sidi m'hadheb

Coût total: **37,2 millions de dollars**

Prêt du FIDA: **11,9 millions de dollars**

Durée: **1992-2001**

Bénéficiaires: **6 685 ménages dans la plaine de Sidi M'Hadhed**

Cofinancement: **Banque islamique de développement (BISD) et Fondation tunisienne pour le développement communautaire (FTDC)**

Partenaires: **Fonds arabe de développement économique et social (FADES) et Ministère de l'agriculture**

Le projet de développement de l'agriculture et de la pêche dans le plateau de Sidi M'Hadheb avait pour objectif de réduire la pauvreté dans la région et de mettre en valeur 160 000 ha de terres par une gestion durable des ressources naturelles. Il visait aussi à:

- accroître les revenus permanents de quelque 40 000 exploitants agricoles et pêcheurs
- augmenter la production des arbres fruitiers
- améliorer les ressources en fourrage sur les parcours publics et privés
- augmenter les prises de poisson

À long terme, le projet a permis de freiner la dégradation qui menaçait les pâturages, les forêts et les eaux et de réduire l'ampleur des dommages causés par les inondations.

Une organisation non gouvernementale, la Fondation tunisienne pour le développement communautaire, a contribué à l'exécution du projet. Elle a, en particulier, élaboré une stratégie de mobilisation et de participation des populations qui a permis d'intégrer le développement communautaire dans les projets ruraux.

Projet pilote de développement rural intégré du bassin versant de mellègue en Algérie et en Tunisie

Coût total: **31,4 millions de dollars**

Prêt du FIDA: **12,0 millions de dollars**

Durée: **1989-1999**

Bénéficiaires: **5 300 ménages du bassin versant de l'Oued Mellègue, à cheval entre l'Algérie et la Tunisie**

Partenaires: **Commissariat régional au développement agricole (CRDA) et Office d'aménagement et de mise en valeur de l'Oued Mellègue**

Le projet pilote de développement rural intégré du bassin versant de Mellègue en Algérie et en Tunisie visait à augmenter la sécurité alimentaire et les revenus des petits exploitants en milieu semi-aride, tout en prenant des mesures de lutte contre l'érosion et de recharge de la nappe phréatique. Ses activités de production agricole comprenaient l'irrigation, l'intensification des cultures céréalières et de l'élevage, la plantation d'arbres fruitiers et l'amélioration des parcours.

Ce projet marque un tournant dans les activités du FIDA en Tunisie, et ce dans deux domaines. Tout d'abord, pour la première fois, les femmes apparaissent comme faisant partie du groupe cible et qu'une composante du projet leur est dédiée. Enfin, la première convention jamais passée entre l'administration et une ONG jamais passée en Tunisie l'a été dans le cadre de ce projet.

Projet de développement de l'agriculture pluviale de Sidi Bouzid

Coût total: **13,3 millions de dollars**

Prêt du FIDA: **6,0 millions de dollars**

Durée: **1986-1994**

Bénéficiaires: **6 600 ménages des hautes plaines de Tunisie centrale, gouvernorat de Sidi Bouzid**

Cofinancement: **Programme alimentaire mondial (PAM)**

Partenaires: **Fonds arabe de développement économique et social (FADES) et Ministère de l'agriculture**

Le projet de développement de l'agriculture pluviale de Sidi Bouzid visait à accroître la production agricole, les revenus et les possibilités d'emploi à quelque 6 000 agriculteurs pauvres. Il prévoyait:

- la création de nouvelles plantations d'arbres fruitiers et d'arbustes fourragers
- l'octroi de crédit agricole
- la fourniture de matériel agricole et de véhicules
- l'approvisionnement en eau des villages
- la fourniture de services en matière d'élevage
- le renforcement de l'Office de mise en valeur des périmètres irrigués de Sidi Bouzid (rôle repris par Commissariat régional du Ministère de l'agriculture pendant le projet)
- des services de vulgarisation

Malgré les changements du contexte politique et économique survenus pendant cette période, le projet a réalisé nombre de ses objectifs initiaux. Au total, 13 720 ha d'arbres fruitiers ont été plantés et de nombreuses installations d'irrigation et d'alimentation en eau potable ont été financées. La plantation d'arbustes fourragers a été modifiée à la demande des agriculteurs, qui leur ont préféré des espèces fruitières. Enfin, l'octroi de crédit a été moins important que prévu (61% du montant prévu) et le montant des impayés est relativement élevé (64% des crédits à moyen terme).

Le projet a eu deux effets contraires sur l'environnement. D'un côté, il a exposé au risque d'érosion les superficies nouvellement défrichées et celles travaillées mécaniquement, ce qui a amené à la mise en place d'activités, non prévues, de conservation des eaux et des sols. En revanche, les nouvelles plantations, venues s'ajouter à celles des trente dernières années, ont modifié l'écosystème local, autrefois aride et steppique.



Projet d'irrigation de Sidi Bouzid

Coût total: **16,3 millions de dollars**

Prêt du FIDA: **7,3 millions de dollars**

Durée: **1984-1993**

Bénéficiaires: **6 800 ménages des hautes plaines de Tunisie centrale, gouvernorat de Sidi Bouzid**

Partenaires: **Banque mondiale, Ministère de l'agriculture et Office de mise en valeur des périmètres irrigués de Sidi Bouzid (OMVPISB)**

Le projet d'irrigation de Sidi Bouzid visait à accroître la production agricole, les revenus et les possibilités d'emploi à quelque 36 000 agriculteurs pauvres et d'améliorer la gestion des ressources en eau. Il prévoyait:

- d'exploiter les ressources naturelles en eau souterraine en donnant la priorité à la remise en état des infrastructures dans les périmètres publics d'irrigation
- d'améliorer l'utilisation et la gestion des ressources en eau
- d'améliorer la fiabilité de l'approvisionnement en eau d'irrigation
- d'appliquer des redevances sur l'eau afin de refléter autant que possible son coût réel

Si le nombre des infrastructures d'irrigation réalisées par le projet sont en deçà des prévisions et les coûts globalement plus importants, les effets du projet sur les revenus et l'emploi sont particulièrement positifs. Les revenus des familles dont les exploitations se trouvent dans les périmètres publics irrigués ont augmenté de 2 414 à 3 964 dinars et ceux des familles dont les exploitations sont irriguées par de nouveaux puits ont été multipliés par 5,5 (passant de 1 192 à 6 569 dinars).

Projet de développement des petites et moyennes exploitations agricoles dans les gouvernorats du Kef et de Siliana

Coût total: **45,9 millions de dollars**

Prêt du FIDA: **19,0 millions de dollars**

Durée: **1981-1988**

Bénéficiaires: **6 500 ménages du nord-ouest de la Tunisie, dans les gouvernorats du Kef et de Siliana**

Cofinancement: **Programme alimentaire mondial (PAM)**

Partenaires: **Direction pour l'assistance aux petites et moyennes exploitations (DAPME) et Fonds arabe pour le développement économique et social (FADES)**

Le projet de développement des petites et moyennes exploitations agricoles dans les gouvernorats du Kef et de Siliana avait pour objectif de relever les revenus des agriculteurs en leur faisant adopter un système plus productif d'utilisation des sols. Celui-ci consistait à accroître la production de blé sur des superficies plus restreintes et à utiliser les terres en jachère pour un élevage intensif de bétail, qui devait apporter la contribution la plus importante à l'augmentation des revenus. Le projet était subdivisé en trois composantes principales: l'octroi de crédit à court et moyen terme, des services de vulgarisation, de la recherche appliquée et de l'expérimentation, et la promotion de dialogue avec le gouvernement sur la politique de crédit.

stratégie du FIDA pour la réduction de la pauvreté rurale au Proche-orient et en Afrique du nord

La Tunisie fait partie de la sous-région Proche-Orient et Afrique du Nord du FIDA, qui compte environ 273 millions de personnes, dont pas moins de 47% vivent dans les campagnes.

La transformation progressive des pays de la sous-région, qui passent d'une économie fortement contrôlée par l'État à une économie orientée vers le marché, présente de nombreuses possibilités et également de nombreux risques pour les ruraux pauvres. Ils possèdent un plus grand choix quant aux productions et aux modes de production possibles, un meilleur accès aux marchés et aux services et, dans l'ensemble, de meilleures perspectives pour la création d'entreprises et pour les activités novatrices et rémunératrices. Cependant, les ruraux pauvres ne sont pas considérés comme un groupe social «rentable» et sans représentation adéquate lors de l'élaboration des politiques, ils risquent d'être exclus de la prise de décision et de l'accès aux services.

Le rôle du FIDA dans la sous-région est d'améliorer l'accès des ruraux pauvres à ces nouvelles possibilités et de minimiser les risques qui pourraient accompagner le processus de transformation.

Les objectifs fondamentaux du FIDA dans la sous-région sont au nombre de quatre:

■ **Autonomisation**

En devenant plus autonomes, les ruraux pauvres acquièrent la possibilité de faire entendre leur voix dans les décisions politiques qui les concernent.

■ **Diversification des revenus**

En diversifiant leurs revenus, les ruraux pauvres ont plus de possibilités de trouver les moyens de gagner leur vie pour nourrir leur famille, envoyer leurs enfants à l'école et améliorer leur niveau de vie. L'objectif du FIDA est de contribuer à créer un environnement favorable et d'appuyer les institutions qui pourraient aider les pauvres à diversifier leurs revenus.

■ **Problématique hommes-femmes**

Malgré le rôle important que jouent les femmes dans le secteur rural, de graves inégalités entre les sexes persistent et il est essentiel de faire de l'amélioration de leur condition un axe stratégique.

■ **Gestion des ressources naturelles**

On rencontre, dans la sous-région, de graves problèmes en matière de ressources naturelles. Celui de la pénurie d'eau est le plus préoccupant et doit être traité sans plus attendre. La gestion des ressources naturelles est en effet étroitement liée à la croissance du secteur agricole et à la réduction de la pauvreté.

Pour atteindre ses objectifs, le FIDA intervient dans:

- le développement communautaire et le renforcement des institutions
- la promotion des technologies adaptées aux terres marginales et arides
- les investissements à long terme dans les exploitations
- les infrastructures rurales
- les institutions financières rurales
- le développement des microentreprises

construire un monde libéré de la pauvreté

Le Fonds international de développement agricole (FIDA) est une institution spécialisée des Nations Unies qui a pour mission d'éliminer la pauvreté et la faim dans les pays en développement.

Moyennant des prêts à faible taux d'intérêt et des dons, le Fonds élabore et finance des projets et des programmes qui aident les ruraux pauvres à se libérer de la pauvreté.

Quelque 198 projets et programmes de réduction de la pauvreté financés par le FIDA sont actuellement en cours, ce qui représente un engagement total de 6,5 milliards de dollars. Le FIDA a investi environ 3 milliards de dollars dans ces activités. Le cofinancement a été assuré par divers partenaires, comme les gouvernements, les donateurs et les ruraux pauvres.



Depuis ses débuts, en 1978, le FIDA a investi 8,8 milliards de dollars dans 695 projets et programmes de développement rural, dans 115 pays et territoires du monde entier. Ces projets ont permis à plus de 250 millions de petits exploitants, éleveurs, pêcheurs, travailleurs sans terre, artisans et groupes autochtones d'agir pour améliorer leur vie et celle de leurs familles.

Le FIDA travaille avec les populations rurales pauvres, les gouvernements, les donateurs, les organisations non gouvernementales et bien d'autres partenaires pour s'attaquer aux causes profondes de la pauvreté. Dans sa lutte contre la pauvreté, il joue le rôle non seulement de prêteur, mais aussi de défenseur des ruraux pauvres. L'une des priorités du FIDA consiste à aider les ruraux pauvres à développer et à renforcer leurs propres organisations pour leur permettre de défendre leurs propres intérêts et d'éliminer les obstacles qui empêchent tant d'entre eux, surtout les femmes, d'améliorer leur sort. Grâce à cette approche, le FIDA leur donne ainsi la possibilité de façonner et diriger leur destinée.



Via del Serafico, 107
00142 Rome, Italie
Téléphone: +39-0654591
Télécopie: +39-065043463
Adresse électronique: ifad@ifad.org
Site web: www.ifad.org
Le FIDA en Tunisie: www.ifad.org/french/operations/pn/tun/